

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**Hon. Arthur Meighen—Suite.*

—120; autorités impériales fournissent des transports pour ce qu'elles achètent au pays—120; jamais il n'a été réquisitionné de navires pour le transport des biens des particuliers—120; gouvernement du Canada ne peut pas réquisitionner des navires dans les eaux de l'Atlantique du Nord—120; Etats-Unis ont aussi à souffrir des mêmes désavantages que nous—121; six ou sept navires ont été rendus au commerce, ce qui a aidé au transport de la récolte—121; gouvernement a par ce moyen assuré le transport du grain, augmentant par là la prospérité nationale—121; s'il est vrai que nous avons lieu de nous plaindre des prix de transport sur mer et qu'il nous incombe incontestablement de tout tenter pour en obtenir l'abaissement et pour amener un état de choses susceptible de les réduire, il n'en reste pas moins vrai que d'ici à ce que les différentes nations soient en mesures de s'entendre pour les réglementer, ces tarifs de transport ne seront réduits que grâce à la multiplication du nombre des navires—121; l'augmentation des tarifs de transport pèse en très grande partie sur les consommateurs de la Grande-Bretagne—122; discours de M. Pugsley—122; commission des obus était responsable envers le seul gouvernement impérial—122; communiquait avec le gouvernement impérial—123; gouvernement canadien n'a assumé aucune responsabilité—123; n'avait pas la haute main sur l'exécution des commandes—123; gouvernement canadien a séparé sa responsabilité de celle de la commission des obus dont nous avons fait un corps relevant des autorités impériales—123; il ne m'appartient pas de dire si cette commission a bien ou mal agi dans tous ses actes; celle-là ne relève que des autorités impériales pour tout ce qu'elle a fait—123; mission de M. Thomas en Canada—127; qualité des obus—126; ceux qu'il a examinés ont donné satisfaction—126; opinion de M. Thomas d'après la *Gazette*, de Montréal—126; importe peu de savoir au juste que les prix ont été dans le principe plus élevés au Canada qu'aux Etats-Unis—127; quand les commandes ont été données, c'a été à un prix qui devait dédommager le fabricant des frais faits en vue d'une installation des machines nécessaires à l'exécution de ces commandes—127; ce qui s'est passé en Canada en 1903—128; M. Monk, député de Jacques-Cartier, demanda le montant total versé par le gouvernement du Canada pour du foin et de l'avoine achetés pour le gouvernement impérial en vue d'être expédiés au Sud-Africain pendant les années 1900, 1901 et 1902; aussi les noms des fournisseurs, etc.—128; le ministre des Finances d'alors répondit que cela concernait uniquement les autorités impériales, puisqu'il ne s'agissait en aucune façon des deniers publics du Canada—129; sir Wilfrid Laurier ajouta: nous n'avons pas reçu de plainte du gouvernement de la Grande-Bretagne—129; commission des obus poursuit aussi son œuvre sous la direction, la juridiction et la surveillance

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**Hon. Arthur Meighen—Suite.*

du gouvernement impérial—129; si on a des accusations à formuler touchant la conduite d'un membre du gouvernement relativement à la commission des obus, ou autrement, ces accusations seront l'objet d'une enquête, comme cela s'est toujours fait sous le régime actuel—131; M. Pugsley s'est bien gardé d'en faire aucune remarque dans la Chambre—131; pas un seul journal ne demande une enquête par un comité parlementaire—131; loi contre les commissions secrètes—132; M. Pugsley peut porter une accusation et intenter une poursuite en vertu de cette loi—132; commission Davidson—133; a examiné toutes les opérations dont on prétendait avoir à se plaindre—134; pas un seul journal libéral n'a critiqué la conduite qu'a tenue sir Charles Davidson—134; l'attitude de sir Davidson a été approuvée—135; renseignements sur l'achat de sous-marins—136, 137, 138, 139; accusations imprudentes—140; sous-marins ont été achetés à très bon marché—141; donnent satisfaction sous tous les rapports—141.

*M. Kyte—*Enrôlement dans la Nouvelle-Ecosse—142; douze mille hommes soit 2½ p. 100 de la population—142; hommes et femmes ont fait leur part de travail—142; économie est devenue la règle suprême—143; Gouvernement est loin de donner l'exemple sous ce rapport—143; dépenses des Postes et des Travaux publics—143; utilité du chemin de fer de la baie d'Hudson comme voie de colonisation n'existe plus—144; attendre que la situation soit meilleure pour continuer ces travaux—144; rapport de M. Anderson sur la navigation à la baie d'Hudson—144; n'offre de sécurité pour la navigation qu'environ deux mois de l'année—145; fabrication des obus—145; opérations de sir Henry Pellatt—145; profits sur obus sont de \$2 chacun—146; avidité des entrepreneurs—146; texte du rapport de M. Hitchens—147; partialité dans l'administration du département de la Milice—149; lettres de John C. Douglas et J. A. Gillies—149; grades sont réservés pour les favoris du pouvoir—149; service de santé militaire—150; plusieurs médecins libéraux qui désiraient offrir leurs services, n'ont pu obtenir de grade dans le corps expéditionnaire canadien—150; ont dû s'adresser au "War Office", à Londres, pour être incorporés dans les unités de l'armée impériale—150; s'il n'y a pas eu plus de recrues en Nouvelle-Ecosse, c'est peut-être à cause des regrettables divisions créées parmi la population de la province par les nominations militaires—150.

*Hon. Charles Murphy—*Convenable de réaffirmer notre résolution inébranlable—161; consacrer toutes les ressources matérielles et navales du pays à l'accomplissement de notre tâche—161; opposition d'accord avec le groupe ministériel pour adopter les lois nécessaires à la guerre—161; critique à du bon—161; corriger les erreurs, empêcher les fautes